

# eco

Janvier 2003

Vol. 10 no. 3

## *Le débat sur la réforme du système de santé*

Les questions entourant notre système de santé ont souvent fait couler beaucoup d'encre au sein de notre société moderne. Récemment plus que jamais elles sont au coeur des débats publics. Les enjeux sont de taille, de sorte que les gouvernements ont senti le besoin de faire enquête sur le sujet. Le 28 novembre dernier, la Commission sur l'avenir des soins de santé au Canada (Commission Romanow) a rendu public son rapport final. La publication du rapport a suscité une abondante couverture médiatique et continuera de le faire pour un bon moment encore.

Les Canadiens considèrent la santé comme la question de politique publique la plus importante à leurs yeux. Au moment de la publication des rapports des commissions mises sur pied par les gouvernements provinciaux (dont la Commission Clair au Québec) les préoccupations faisaient également la une des quotidiens. Ces commissions ont étudié la question de la santé sous de nombreuses coutures : la viabilité du système public, les besoins, les ressources qui y sont affectées, etc. De plus, nombre de groupes de pression, d'instituts de recherche, d'universitaires et de citoyens se sont penchés sur la question. Les médias

font régulièrement état de nouvelles études à ce sujet, sans compter la panoplie de reportages sur les enjeux quotidiens dans la gestion

du système allant de l'engorgement des urgences aux profondes disparités régionales en passant par les salaires des professionnels de la santé.

Chacun offre son propre diagnostic sur l'état actuel du système de santé et propose une série de réformes visant à l'améliorer. Certains recommandent aux gouvernements d'augmenter leurs dépenses en matière de santé alors que d'autres privilégient d'abord des réformes en profondeur dans l'organisation et la gestion du système. D'autres encore privilégient l'utilisation de mécanismes de rationnement par les prix (ticket modérateur) ou la privatisation totale ou partielle du système. Nos dirigeants politiques et analystes au sein du secteur public ont donc fort à faire pour engager les gouvernements sur des pistes de solution qui soient dans l'intérêt public.

Le Premier ministre du Canada a d'ailleurs convié ses collègues des provinces à une rencontre fédérale-provinciale au début de 2003 pour « jeter les bases d'un plan de réforme complet comportant une imputabilité plus grande envers les Canadiens et prévoyant les investissements fédéraux à long terme qui seront requis; ceux-ci seront inclus dans le prochain budget ». Le ministère de la santé et des services sociaux du Québec a pour sa part rendu public le 19 novembre dernier le « Plan de la santé et des services sociaux », que l'on dit conforme aux orientations du Rapport Clair et qui vise à aider le gouvernement et la population du Québec à faire les bons choix en ce qui a trait à l'organisation et au financement des services de santé.

La question des soins de santé constitue en effet un enjeu majeur de politique publique. Les Canadiens consacrent environ 100 milliards de dollars par année à la santé, ce qui représente environ 9,3 % du PIB. De cette somme, environ 70 milliards de dollars provient de fonds publics. Il s'agit en fait du programme gouvernemental le plus coûteux : les dépenses de santé représentent, en moyenne, plus de 37 % des dépenses de programmes des gouvernements provinciaux.

Plusieurs observateurs déplorent cependant que le débat soit autant politisé alors qu'il soulève d'importantes questions de politique publique qui méritent une analyse neutre et éclairée. En effet, ce débat soulève avant tout d'importantes questions de valeurs sociales et d'éthique. Il soulève également une bonne dose de questions économiques. Quelle place occupent les questions économiques dans ce débat ? Que pensent les économistes de cette importante question ? Les nombreux rapports à ce sujet – dont les rapports des commissions Clair et Romanow – font-ils bon usage des outils de la science économique ?

Le comité des politiques publiques de l'ASDEQ s'apprête à entreprendre l'étude des aspects économiques de la santé en consultant des économistes et analystes des politiques publiques experts dans le domaine. Le comité examinera notamment la définition des services de santé, la mesure des coûts, les incitations ainsi que les questions de gouvernance pour atteindre les objectifs d'efficacité et d'équité. Bien que les



## eco

Équipe de rédaction

Directrice du bulletin :

Mme Lynda Paquin

Collaborateurs :

M. Gilles Beausoleil

M. Martin Comeau

Conception et design :

François Akio Côté

ASDEQ

C.P. 6128,

succursale Centre-Ville

Montréal (Québec)

H3C 3J7

Téléphone :

514.342.7537

Télécopieur :

514.342.3967

Courriel :

national@asdeq.org

Internet :

www.asdeq.org

économistes n'aient pas de points de vue unique sur cette question, la science économique peut aider à situer le débat à l'intérieur de certains paramètres.

L'ASDEQ-Outaouais vous convie à discuter de ces questions fondamentales lors d'une table ronde qui aura lieu au début de 2003. La table ronde utilisera les résultats du rapport de la Commission Romanow comme grille de fond et les conférenciers se pencheront sur les questions sous-jacentes : Qu'en est-il des moyens des provinces quant au maintien de l'assurance-santé? Comment en assurer le financement? Les gouvernements utilisent-ils les formes les plus efficaces de rémunération des professionnels? Quels seraient les gains d'efficacité qui pourraient découler d'un nouveau modèle de gestion de l'information des données et des idées?

**ASDEQ-Outaouais***Site de l'ASDEQ*

Il est à noter qu'une mise à jour complète du site de l'ASDEQ a été effectuée par Ronald Carré, le nouveau Webmestre depuis septembre 2002. De plus, à titre expérimental, un forum de discussions a été ajouté. Ce forum sera éventuellement réservé aux membres, qui devront inscrire leur nom et mot de passe pour l'utiliser. Pour l'instant, il suffit de donner un nom et une adresse courriel. Vous êtes invités à vous en servir pour y exprimer vos points de vue ou connaître ceux de vos collègues. Par la suite, un volet « sondages » devrait être ajouté.

[www.asdeq.org](http://www.asdeq.org)

*Saviez-vous que*

En 2000, le taux de récupération des déchets du secteur municipal au Québec était de 16 %. Comme on peut le constater ci-dessous, le Québec est à cet égard meilleur que la Grande-Bretagne, l'Italie et la France, mais accuse un retard par rapport à l'Allemagne, aux pays scandinaves et aux États-Unis.

Allemagne :	45 %
Suède :	35 %
Danemark :	30 %
États-Unis :	30 %
Grande-Bretagne :	10 %
Italie :	9 %
France :	8 %

**SOURCE : QUÉBEC, Recyc-Québec.**

**Bilan 2000 de la gestion des matières résiduelles au Québec, 2001;**  
**ÉTATS-UNIS, Environmental Protection Agency, Municipal Solid Waste in the United States: 2000 Facts and Figures, juin 2002; et The Economist, More Rubbish, 24 août 2002, p. 45-46. Pour les pays européens, les taux présentés sont ceux de 2001.**

*Événements***Montréal**

2 Février 2003

Les impacts du vieillissement de la population sur le marché du travail

Mars 2003

Les impacts du réchauffement climatique

14-16 mai 2003

Congrès : Condamnés à l'instabilité économique ?  
 Hôtel Renaissance du Parc

**Québec**

30 janvier 2003

10ième Colloque annuel sur la conjoncture économique régionale.

26 février 2003

Récents développements sur l'effet de la fiscalité et des transferts sociaux sur les incitations au travail.  
 Conférenciers : Bernard Fortin,  
 Université Laval

9 avril 2003

Le vieillissement de la population.

**Outaouais**

Février 2003

La réforme du système de santé

Février 2003

Le budget du gouvernement fédéral

Mars 2003

Les diverses implications du protectionnisme américain sur l'économie canadienne

Mai 2003

Les diverses implications de la dollarisation